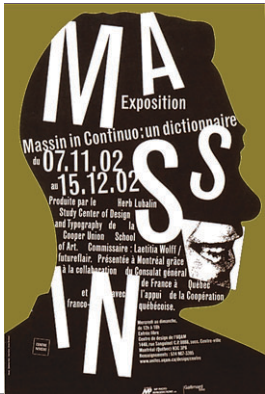


Bonnie Campbell et le projet GRAMA

Page 5

Des employés à connaître et reconnaître

Pages 6 et 7



Rafale de prix en design graphique

Page 12

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXIX

Numéro 12

10 mars 2003

Du 31 mars au 4 avril

Un bilan : 40 ans après le Rapport Parent

Claude Gauvreau

Qui n'a jamais entendu parler du Rapport Parent, ce document capital, paru il y a 40 ans, qui a pris figure de symbole et d'icône de ce que l'on a convenu d'appeler la Révolution tranquille des années 60? La réforme de l'éducation, soutenue par les travaux de la Commission Parent, a en effet passionné les esprits, entraîné des changements fondamentaux et déclenché des débats publics qui ont mobilisé les forces vives de la société québécoise.

Pour célébrer cet anniversaire et, surtout, faire le point sur les acquis de la réforme, l'UQAM et sa Faculté d'éducation organisent, du 31 mars au 4 avril prochains, une semaine d'activités et un grand colloque scientifique à caractère international. La formation des enseignants, le rôle de l'université, la scolarisation des jeunes enfants, les innovations pédagogiques, l'éducation des adultes comptent parmi les thèmes qui seront au cœur des débats.

Comme l'explique Louise Julien, professeure au Département des sciences de l'éducation et membre du comité organisateur de l'événement, la semaine s'ouvrira par une série de tables rondes et de conférences à la Salle Marie-Gérin-Lajoie du 31 mars au 2 avril. Suivra un colloque scientifique, les 3 et 4 avril au Palais des Congrès, réunissant des intervenants du Québec, d'Europe et des Amériques. Enfin, une exposition itinérante d'objets d'époque (pupitres d'école, photos, textes didactiques), présentée à l'UQAM et ailleurs au Québec au cours de l'année 2003, aidera le public à se resituer dans cette période effervescente de notre histoire.

«Nous appelons tous les membres de la communauté universitaire, les étudiants en particulier, à participer en force aux nombreuses activités prévues», de lancer Mme Julien. «Nous voulons que cet événement soit un lieu critique de réflexion et de rencontre des générations, pour mieux comprendre le contexte et la portée de cette grande réforme. Dans cet esprit, les tables rondes, les conférences et le colloque demeurent un rituel important. Quant à l'exposition, il s'agit d'un véritable bijou permettant d'expliquer aux plus jeunes nos repères historiques et de partager de l'émotion et des souvenirs.»

Un rapport visionnaire

Selon Louise Julien, 40 années c'est très peu, somme toute, pour mesurer l'ampleur des changements que le Québec a connus depuis 1963, dans la foulée du Rapport Parent.

«Pensons à l'affirmation du droit à l'éducation, élément central du rapport, au rôle donné aux parents qui, auparavant, étaient exclus de l'école, ou encore à la création du ministère de l'Éducation en 1964 et, par la suite, du Conseil supérieur de l'éducation. On pourra d'ailleurs, lors du colloque, demander à des artisans de la réforme s'ils sont satisfaits du travail accompli et ce qu'il faut améliorer. Enfin, comment ne pas souligner la prise en charge de l'éducation par l'État, autrefois chasse gardée de l'Église? Un véritable coup de tonnerre, comme le déclarait récemment le professeur Georges Leroux.»

L'accessibilité et la démocratisation du système d'éducation et de ses structures représentent deux des enjeux majeurs du Rapport Parent, affirme Mme Julien. «Accessibilité aux études supérieures, mais aussi du plus grand nombre à l'école primaire et secondaire. Monseigneur Parent avait écrit à l'époque que la crise de l'enseignement était universelle et qu'elle était reliée à la crise de la cul-



Photo : Michel Giroux

Louise Julien, professeure au Département des sciences de l'éducation.

ture. Pourquoi parlait-il de crise? Parce que les masses n'avaient pas accès la culture.»

À la relecture du rapport, on s'aperçoit combien il était visionnaire, voire prémonitoire, soutient-elle. «Une de ses recommandations a été mise en veilleuse durant 33 ans! Les

commissaires voulaient qu'il y ait des maternelles à temps plein, partout au Québec. Il a fallu attendre 1998 pour que cela se réalise, après la tenue des États généraux de l'éducation. Évidemment, les membres de la Commission n'étaient pas des devins. Personne ne pouvait prévoir

que les technologies allaient pénétrer les salles de classe, que les femmes seraient présentes à tous les paliers, et que le visage de l'école deviendrait de plus en plus multiethnique.»

Suite en page 2 ►

Réflexions d'un artisan de la réforme

Céline Séguin

À l'approche du colloque sur le Rapport Parent, le Journal a rencontré l'un de ses principaux artisans, l'éminent sociologue Guy Rocher, professeur à l'Université de Montréal et docteur *honoris causa* de notre institution. Dans son antre qui sent bon les vieux livres, le grand homme, affable et généreux, s'est prêté avec chaleur au jeu des confidences sur l'époque qui a vu naître notre système d'éducation moderne.

Le début de l'aventure

En 1960, lorsque le ministre Paul Gérin-Lajoie approcha le jeune professeur pour siéger à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, ce dernier fut le premier surpris. «J'ai d'abord refusé en invoquant que

l'éducation n'était pas mon champ. Je ne cherche pas des experts mais des gens capables d'écouter et d'apporter un regard neuf», a rétorqué Gérin-Lajoie. Et c'est ainsi que je suis devenu le benjamin de la Commission, aux côtés d'un curé et d'une religieuse, guère plus vieux que moi.»

La composition de la Commission, admet le sociologue, n'avait rien de très représentatif. «Nous venions presque tous du privé : des universitaires, des gens d'Église, des hommes d'affaires... Aujourd'hui, on crierait au scandale, mais à l'époque, personne ne s'est offusqué.» Cela n'a pas empêché la Commission, présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent, d'abattre un boulot titanesque, les objectifs étant de taille : «repenser l'ensemble du système d'éducation, de la pré-maternelle à l'éducation des adultes,

dans la perspective d'un Québec en train de se moderniser.»

D'abord pressentis pour un mandat de deux ans, les commissaires siégèrent de 1961 à 1966, deux jours par semaine, en alternance à Montréal ou à Québec. Ils ont étudié quelque 300 mémoires, organisé des audiences publiques dans différentes villes, visité des établissements d'enseignement en Europe, commandé des recherches, rencontré des spécialistes et tenu plus de 400 séances de discussion. Le fruit de leurs travaux – le fameux Rapport Parent – représente un total de 1 500 pages (cinq volumes) et formule près de 600 recommandations. Ouf!

La tornade Parent

À la lumière du volumineux Rapport, la réforme de l'éducation prit des allures de révolution. «Tout a été bou-

leversé : le rôle de l'Église, les structures administratives, le financement, la pédagogie, les institutions, dont certaines ont disparu, tels les collèges classiques, tandis que d'autres, les maternelles, les polyvalentes et les cégeps, ont vu le jour.»

Visionnaires les commissaires? «Nous étions portés par de nombreuses réflexions. L'éducation était le sujet de l'heure. Aujourd'hui, c'est la santé : on se sent tous malades. Eh bien à l'époque, on se sentait tous sous-scolarisés!» Par ailleurs, il est vrai que la Commission a fait preuve d'audace et d'originalité. «Personne n'avait revendiqué la création d'un ministère de l'Éducation responsable de tout. Ceux qui avaient été le plus loin préconisaient un ministère pour financer et administrer mais pas pour

Suite en page 2 ►

enseigner. Quand le Rapport est arrivé, ce fut la surprise générale!»

Évidemment, des résistances se sont manifestées, dont celles de l'Église. «Un des derniers mémoires présentés fut celui de l'Assemblée des évêques qui prônait essentiellement le statu quo. Après leur départ, Mgr Parent, qui avait subi des pressions, nous a soufflé: *Ils vont être surpris ceux-là!* D'autres membres du Haut clergé nous ont aussi appuyés, dont le Cardinal Léger et Mgr Roy. C'était l'époque où se préparait Vatican II et le climat d'alors – jamais retrouvé depuis Jean XXIII – permettait à ces hommes d'être à l'aise avec l'esprit du Rapport.»

De grands succès...

Aux yeux de Guy Rocher, l'égalité d'accès à l'école demeure la plus grande réussite de la réforme Parent. Les grands gagnants de cette démocratisation, dit-il, sont les filles. «Il y

clientèle décrochait avant l'obtention du diplôme! Pour ceux-là, le retour était impossible. Aujourd'hui, les jeunes peuvent raccrocher, au secondaire, au cégep ou à l'Université, car on a mis en place un système souple qui permet des passages, des virages, des allers-retours.»

... et des revers

Selon M. Rocher, les commissaires ont cru à tort qu'il serait possible de passer très rapidement à l'enseignement actif au primaire. Rétrospectivement, le sociologue croit qu'il aurait fallu procéder par «poches» de changement. «En Angleterre, on a réuni, au sein de mêmes écoles, les intervenants favorables aux pédagogies actives, pour ensuite miser sur l'effet d'entraînement. Ici, nous avons confronté nos enseignants les plus dynamiques aux forces d'inertie. En procédant ainsi, on a brûlé des énergies et plein de bonne volonté.»



Photo : Michel Giroux

Guy Rocher, professeur de sociologie à l'Université de Montréal.

Outre la revalorisation du secteur public de l'enseignement, M. Rocher privilégie diverses pistes pour l'avenir : procéder à une laïcisation complète de l'école et en faire un véritable lieu civique et moral; repenser et promouvoir l'enseignement collégial; et surtout, éviter les réformes en pièces détachées.

En matière d'innovation pédagogique, Guy Rocher souhaiterait voir se multiplier les écoles alternatives. «Hélas, on leur fait la vie dure. Pourtant, ces laboratoires cherchent à créer des milieux de vie stimulants. On y fait appel aux ressources des élèves et au plaisir d'apprendre auprès d'enseignants à qui on laisse une marge d'initiative. Or, le système ne veut pas cela. Ni le ministère, ni les commissions scolaires, ni les syndicats. Tout doit venir d'en-haut et la récente réforme n'y a rien changé», de conclure le professeur ●

DIX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PARENT

- Nomination d'un ministre de l'Éducation responsable de promouvoir et de coordonner l'enseignement à tous les degrés;
- Création du Conseil supérieur de l'éducation;
- Développement d'un réseau d'écoles maternelles publiques, mixtes et gratuites, destinées aux enfants de 5 ans d'abord, puis à ceux de 4 ans;
- Mise en place d'un enseignement élémentaire d'une durée de six ans;
- Mise en place d'un cours secondaire s'étendant de la 7^e à la 11^e année et organisation de l'enseignement dans des écoles polyvalentes;
- Établissement d'un niveau d'études, d'une durée de deux ans après la 11^e année, qui soit nettement distinct à la fois du cours secondaire et l'enseignement supérieur;
- Adoption d'une politique de développement de l'enseignement supérieur, touchant en particulier l'accueil des effectifs à prévoir, la création de nouveaux établissements et le financement de la recherche;
- Respect de la diversité des options religieuses des parents et des élèves;
- Adoption d'une politique d'accueil plus efficace à l'endroit des nouveaux Canadiens désirant pour eux-mêmes ou leurs enfants une éducation française;
- Reconnaissance de l'entière liberté des jeunes filles quant au choix d'un métier ou d'une occupation professionnelle.
- Et plus de 500 autres...

Les ratés du système

Les tables rondes, les conférences et le colloque serviront également à tracer des pistes de réflexion favorisant la critique des réformes passées et actuelles. Pour Mme Julien, une des grandes erreurs du ministère de l'Éducation est de n'avoir pas vu l'importance de faire de la bibliothèque scolaire un lieu vivant d'animation. «Plutôt que de cultiver le plaisir d'évoluer parmi les livres, on a habitué les élèves aux manuels imposés.»

Le processus de démocratisation a également imposé des choix, comme celui des polyvalentes aux horaires surchargés qui n'étaient pas toujours situées au cœur des villages et des villes. «Les enfants doivent voyager en autobus scolaire et ne peuvent rester à l'école, après les heures de classe, pour faire du théâtre, du sport, lire ou s'amuser. Ce n'est pas drôle de rencontrer des amis dans un autobus ou à la cafétéria le midi au milieu d'un bruit assourdissant.»

«Durant le colloque, nous aimerions redéfinir avec les experts, les acteurs et les responsables du milieu de l'éducation ce qu'est un enfant qui apprend et comment l'école peut développer le plaisir d'apprendre», souligne

Mme Julien. «On ne peut pas demander à un enfant de tout savoir. Le contenu des programmes est important mais il y a aussi la pédagogie qui est à la fois un art, une science et une technique.»

Un événement international

Des invités étrangers viendront témoigner des réformes passées et actuelles dans leur pays. On pourra alors comparer les enjeux et les motifs des changements qui s'inscrivent tous dans une grande réflexion mondiale. «Il faut savoir que dans les années 60, le Québec a été parmi les derniers pays à transformer en profondeur son système d'éducation, après la France, les États-Unis et l'Allemagne», rappelle Mme Julien.

L'événement est aussi le fruit d'une étroite collaboration entre la Faculté d'éducation et l'équipe de direction de l'UQAM, tient à préciser Mme Julien. «N'oublions pas que les facultés d'éducation de toutes les universités québécoises ont vu le jour après l'UQAM. Notre institution est née en 1969 avec sa propre faculté. Et le réseau de l'Université du Québec a été mis sur pied avec cette mission fondamentale : former des enseignants.»

Aux yeux de Louise Julien, l'école sera toujours le lieu par excellence du partage des valeurs pour que chaque enfant puisse construire ses propres repères, culturels et sociaux. «L'autre jour, j'ai entendu quelqu'un

demander à une dame de 92 ans quel était le secret de sa longévité. Elle lui a répondu : toute ma vie, j'ai étudié pour mieux comprendre les choses... et les gens. Voilà mon secret.» ●

LA GRANDE CHARTE DE L'ÉDUCATION

En juin 1960, l'équipe du Parti libéral de Jean Lesage prend le pouvoir. Cette victoire lance la Révolution tranquille. Dès sa première session, en 1961, le nouveau gouvernement présente, en effet, un impressionnant train de mesures législatives appelé alors «la grande charte de l'éducation». C'est le coup d'envoi de la réforme du système scolaire, véritable projet de société que viendra soutenir le Rapport Parent:

- Création d'une Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent);
- Obligation faite aux commissions scolaires d'assurer, directement ou par l'entremise d'autres institutions, l'enseignement secondaire jusqu'en 11^e année (auparavant limité à la 7^e année);
- Gratuité de l'enseignement et des manuels scolaires jusqu'en 11^e année;
- Fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans;
- Subventions statutaires accrues aux commissions scolaires;
- Subventions pour l'organisation des maternelles;
- Subventions statutaires aux institutions privées;
- Plan quinquennal de financement des universités;
- Droit de vote aux élections scolaires à tous les parents d'un enfant de moins de 18 ans;
- Allocations scolaires de 10 \$ par mois pour les étudiants de 16 et 17 ans;
- Régime de prêts et bourses pour les étudiants des niveaux collégial et universitaire;
- Bourses pour la formation universitaire du personnel enseignant.

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications.

UQAM

Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal, Qué.,
H3C 3P8

Directrice du journal :

Angèle Dufresne

Rédaction :

Anne-Marie Brunet, Claude Gauvreau,
Michèle Leroux, Céline Séguin

Photos :

Michel Giroux, Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique :

Jean Gladu, designer

Infographie :

Service des communications

Publicité :

Rémi Plourde (987-4043)

Impression :

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :

Pavillon Judith-Jasmin J-M330

Téléphone : 987-6177

Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel :

journal.uqam@uqam.ca

Versión Web du journal :

www.medias.uqam.ca/medias/JOURNAL/index.htm

Politique éditoriale et tarifs publicitaires

sur le site Web du journal *L'UQAM* à

www.medias.uqam.ca/medias/JOURNAL

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Racisme et intolérance sous haute surveillance

Michèle Leroux

Quand l’Association des «Blancs» de la Côte-Nord fait sa cabale contre les projets d’ententes avec les peuples autochtones, quand l’après-11 septembre entraîne le renforcement des frontières et des mesures d’expulsion ou que les programmes d’équité en emploi sont remis en question, on sait qu’il n’est pas encore temps de stopper la veille contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l’intolérance. Au contraire, la conjoncture

l’Observatoire et du CRIEC, la professeure du Département de sociologie, Micheline Labelle. Une meilleure connaissance de ces réalités s’impose, afin d’être en mesure d’alerter les institutions et les organismes, de leur suggérer des pistes de solutions et de les inciter à prendre des mesures concrètes.»

En 2000, on estimait à 175 millions le nombre de personnes vivant hors de leur pays de naissance, dont près de 159 millions migrants internationaux; environ 16 millions sont

«**L’événement du 11 septembre 2001 a créé un nouveau climat géopolitique qui favorise les mouvements d’extrême droite anti-étrangers, anti-demandeurs d’asile et anti-minorités.**»

internationale et les diverses situations nationales et locales ont même amené les chercheurs du Centre de recherche sur l’immigration, l’ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) à mettre sur pied l’*Observatoire international sur le racisme et les discriminations*, dont le lancement aura lieu le 19 mars prochain, dans le cadre de la Semaine d’actions contre le racisme.

Pour l’initiateur du projet, le sociologue Jean-Claude Icart, chercheur associé au CRIEC, l’Observatoire s’inscrit dans la foulée de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l’intolérance qui s’est tenue sous l’égide de l’ONU à Durban (Afrique du sud) en 2001. «Cette Conférence conjuguée à l’impact des actes terroristes a débouché sur un constat des chercheurs et de la vingtaine de partenaires du CRIEC quant à la nécessité de mettre sur pied une instance pour effectuer un suivi plus systématique du dossier.»

Depuis plusieurs années, les chercheurs de l’UQAM, de l’Université Concordia et de l’Université Carleton regroupés dans le CRIEC s’intéressent aux problématiques de l’immigration, de la diversité culturelle, de la nation, du transnationalisme et de la citoyenneté, tant sur le plan théorique que dans l’expression de leurs formes concrètes. «Le racisme et les discriminations sont des phénomènes complexes, souvent difficiles à cerner et sur lesquels on dispose de relativement peu de données objectives et fiables, explique la directrice de

des réfugiés, en fuite, ayant de bonnes raisons de craindre des persécutions, et 900 000 sont des demandeurs d’asile, explique la directrice du CRIEC.

«L’événement du 11 septembre 2001 a créé un nouveau climat géopolitique qui favorise les mouvements d’extrême droite anti-étrangers, anti-demandeurs d’asile et anti-minorités, soutient Mme Labelle. On observe un durcissement et une plus grande concertation interétatique sur le thème de l’insécurité, de même qu’un recul des droits de la personne, comme l’a constaté Amnesty internationale. Il nous apparaît crucial de faire le point sur ces nouvelles tendances et d’examiner, dans une perspective comparée et de relations internationales, les nouvelles législations sur l’immigration et la lutte contre le terrorisme, qui risquent de stigmatiser et de criminaliser des minorités», ajoute-t-elle.

L’Observatoire se propose de faire l’analyse des causes et mécanismes à l’œuvre dans les phénomènes entourant le racisme et la discrimination, en s’attardant plus précisément à leur dimension transnationale. L’observation critique de leur ampleur, de leur caractère systémique et de leur évolution, de même que l’évaluation de l’impact des politiques visant à les contrer se retrouvent également sur la table de travail. Il s’agira notamment d’élaborer des indicateurs sur les phénomènes étudiés, d’intégrer les connaissances des partenaires et des chercheurs spécialisés,



Photo : Michel Giroux

Dans l’ordre habituel, le politologue Pierre-Paul St-Onge, coordonnateur du CRIEC, la directrice de l’Observatoire international sur le racisme et les discriminations et professeure du Département de sociologie, Mme Micheline Labelle, et le sociologue et chercheur associé au CRIEC, M. Jean-Claude Icart.

de développer une expertise de calibre international sur le racisme et les discriminations multiples et de diffuser les connaissances auprès de différents publics, en s’appuyant sur les nouvelles technologies de l’information. Le développement d’une banque de données électronique, la mise en réseaux des chercheurs du Québec, du Canada, des Amériques et de l’Europe et la diffusion et le transfert des connaissances acquises figurent éga-

lement au programme.

L’organisme réunit des partenaires gouvernementaux, para-gouvernementaux et issus de la société civile (voir encadré en bas de page). Quant à l’équipe de recherche, elle est composée de 14 experts universitaires reconnus, provenant du Québec, du Canada, de la France et des États-Unis et oeuvrant dans diverses disciplines. Outre Mme Labelle et M. Icart, on y retrouve les professeurs et chercheurs

Micheline De Sève et Thierry Hentsch (science politique), Lucie Lamarche (sciences juridiques), Georges Leroux (philosophie), Sami Aoun (Sherbrooke), François Rocher (Carleton), Daniel Salée (Concordia), et, de l’étranger, Jacques Chevallier, Riva Kastoryano, Danièle Lochak et Claude-Valentin Marie (Paris), Michel Laguerre (University of California) et Michèle Lamont (Princeton University) ●

Colloque État et mouvements sociaux contre le racisme

Dans le contexte d’incertitude qui suit les événements du 11 septembre 2001, quel rôle peuvent jouer l’État et les mouvements sociaux dans l’espace national et international? Quels sont les défis auxquels ils doivent faire face? Quelles valeurs de justice sociale, de solidarité, de reconnaissance, faut-il défendre afin de faire progresser la lutte au racisme? Voilà quelques-unes des questions qui feront l’objet du colloque *État, mouvements sociaux et racisme : des effets de la nouvelle conjoncture*, qui se tiendra le 19 mars prochain, dans le cadre de la Semaine d’actions contre le racisme.

«Les effets et la persistance de structures et de pratiques héritées du colonialisme se situent à la source du racisme. À l’heure de la globalisation néo-libérale, on peut aussi voir le prolongement de l’œuvre destructrice de la colonisation, avec les disparités économiques, la pauvreté, la marginalisation et l’exclusion des minorités», souligne la professeure du Département de sociologie Micheline Labelle, directrice des deux organismes qui parrainent le colloque, soit le Centre de recherche sur l’immigration, l’ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) et le nouvel Observatoire international sur le racisme et les discriminations [Voir article ci-haut]. «Il faut accorder un rang de priorité élevé à la lutte contre le racisme et les discriminations», ajoute-t-elle, signa-

lant les retombées des actes terroristes, la gestion de plus en plus concertée des frontières et la montée de la droite et de la xénophobie dans certains pays.

Trois panels figurent au programme du colloque. Les participants aborderont d’abord la question de l’action étatique face au racisme, dans la conjoncture actuelle, pour ensuite discuter des défis que la problématique du racisme comporte pour les mouvements sociaux. Ce sera l’occasion d’entendre des représentants de la Ligue des droits et libertés du Québec, de Black Youth in Action/Jeunesse noire en action, du Conseil canadien pour les réfugiés et du Congrès du Travail du Canada.

Avant de procéder au lancement officiel de l’Observatoire, un dernier panel traitera de la délicate question des ententes avec les peuples au-

tochtones et de la lutte au racisme, avec le ministre délégué aux Affaires autochtones et au développement du Nord québécois M. Michel Létourneau, le directeur des relations avec le Québec au Grand Conseil des Cris, M. Roméo Saganash, la présidente de l’Association des femmes autochtones, Mme Michèle Audette et l’avocat Armand McKenzie, des Premières Nations de Mamit Innuat.

L’événement auquel de nombreux partenaires sont associés se déroulera le 19 mars, à la salle D-R200 du pavillon Athanase-David, de 10 h à 17 h. L’entrée est libre, mais une réservation est souhaitée. Pour plus d’informations, on compose le 987-3000 poste 3318 ●

SUR INTERNET
www.unites.uqam.ca/criec

LES PARTENAIRES DE L’OBSERVATOIRE INTERNATIONAL SUR LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

- le Conseil des relations interculturelles (CRI)
- la Commission canadienne pour l’UNESCO
- le Grand Conseil des Cris
- la Table de concertation des organismes au service des réfugiés et des personnes immigrantes (TCRI), section québécoise du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR)
- la Ligue des droits et libertés
- le Centre local de services sociaux et communautaires de Côte-des-Neiges

PUBLICITÉ

Oui à la proportionnelle, non au régime présidentiel

Michèle Leroux

Après 27 sessions publiques et quelque 250 mémoires, la consultation sur la réforme des institutions démocratiques a connu son dénouement à Québec, les 21, 22 et 23 février dernier, avec la tenue des États généraux. Près de 1000 participants venus de toutes les régions se sont alors prononcés sur les grands enjeux entourant des changements au régime politique et au système électoral du Québec. Si l'événement a confirmé la nécessité de corriger certaines lacunes du système électoral, il n'en a pas moins réservé quelques surprises, dont le rejet d'un régime présidentiel à l'américaine et d'une Chambre des régions. Pour ce dernier volet du dossier consacré à la réforme, le Journal a recueilli les propos du président du comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques, M. Claude Béland, également titulaire de la Chaire Économie et Humanisme à l'UQAM. S'y ajoutent les commentaires des personnes interviewées dans le cadre de notre dossier.

À l'aube d'une campagne électorale au cours de laquelle les partis politiques semblent devoir se disputer âprement la faveur populaire, le moment pour tenir la consultation publique et les États généraux sur la réforme des institutions démocratiques qui se sont déroulés du

installé touche à l'instabilité entourant des changements qu'entraînerait un système présidentiel. La lecture des commentaires des participants permettra de mieux comprendre cet aspect du vote. Mais, mon impression, c'est que les gens se sentent déjà privés de pouvoir, et que devant



Photo : François Nadeau

M. Claude Béland, aux États généraux sur la réforme des institutions démocratiques.

21 au 23 février dernier était bien mal choisi, pensaient plusieurs. Ce n'est toutefois pas l'avis de M. Béland. «Au contraire, estime-t-il, les participants aux États généraux étaient gonflés à bloc. Ils veulent que la campagne électorale débouche sur des engagements fermes de chacun des partis politiques, afin que ces derniers mettent en œuvre les changements sur lesquels ils se sont prononcés aux États généraux. Ils nous ont clairement demandé de leur fournir notre rapport et nos recommandations avant le déclenchement des élections.»

Les États généraux ont réuni un éventail de citoyens assez représentatifs de la population québécoise. Ces gens, déjà bien informés et qui avaient réfléchi aux différentes questions à débattre, ont départagé les changements qu'ils souhaitent voir mis en œuvre de ceux pour lesquels ils ne sont pas prêts.

«La surprise, aux États généraux, ça a été le rejet du régime présidentiel, confie M. Béland. De 80 % en faveur de changements vers un tel système, lors des consultations menées l'automne dernier, la proportion d'appui a chuté à 47 %. Bien sûr, il y a le fait qu'un gouvernement formé par des non-élus agace beaucoup de gens, ici. L'autre reproche qui semble s'être

la perspective de se retrouver dans une position de faiblesse, et avec un chef du gouvernement qui n'est pas le chef de l'assemblée législative, les citoyens québécois ont alors choisi d'être prudents», estime M. Béland.

L'autre enjeu de taille concernait le système électoral, et particulièrement le mode de scrutin. Lorsque l'on regroupe les votes en faveur d'une représentation proportionnelle avec ceux exprimés en faveur d'un système mixte (qui conjugue des éléments du mode proportionnel avec le système majoritaire actuel afin de corriger les distorsions), on arrive à un pourcentage d'appui de 90 %.

Le fait que seulement 10 % des participants aux États généraux aient souhaité le maintien du régime électoral actuel est fort éloquent. «En ce qui a trait au mode de scrutin, le choix de la proportionnelle est demeuré clair et net, précise M. Béland, et cela confirmait la tendance observée lors des sessions de l'automne.» Mais il faudra du temps. «Cela pourrait prendre entre trois et quatre ans, selon les prévisions faites par le Directeur général des élections, tout dépendant si on intègre la proportionnelle en conservant la carte électorale actuelle, ou non», explique M. Béland.

S'il se dit très heureux d'avoir participé à cette importante réflexion démocratique, M. Béland n'en constate pas moins un désabusement inquiétant de la population envers les politiciens. «En régions éloignées, c'est encore plus prononcé. Les citoyens nous disaient avoir carrément décroché de la démocratie.»

Une analyse préliminaire des réponses à un questionnaire distribué aux 125 députés de l'Assemblée nationale de même qu'aux participants aux États généraux indiquerait d'ailleurs, ajoute M. Béland, un écart important entre les attentes des uns (les citoyens) et les perceptions des autres, quant à leur rôle de députés.

À l'évidence, la prochaine campagne électorale, sera marquée par des débats intéressants ●

SUR INTERNET
www.pouvoircitoyens.com

«Les États généraux qui viennent de se conclure ne sont pas les premiers du genre. De 1967 à 1969, le Québec eut ses États généraux du Canada français qui se terminèrent avec l'adoption d'un vaste programme de transformation de l'État du Québec. Les derniers États généraux, ont résolu, par des majorités significatives, que le Québec se dote d'une véritable constitution et donne à ses citoyens le droit d'initiative référendaire. De plus, sans rejeter le parlementarisme actuel, ils préconisent l'adoption d'un mode de scrutin mixte faisant une part à la proportionnelle.

Il est néanmoins regrettable que les participants n'aient pas eu à envisager l'introduction de la proportionnelle au sein d'une seconde chambre: ils ont eu à se prononcer sur une chambre régionale égalitaire, une espèce de sénat à l'américaine maladroïtement conçu pour atténuer le ressentiment des régions. Espérons que ces récents États généraux, à la différence des premiers, débouchent après les élections générales à venir sur la mise en branle d'un processus constituant et sur des changements utiles sur lesquels la population du Québec sera invitée à se prononcer par référendum.»

Marc Chevrier, professeur au Département de science politique de l'UQAM.

«Les résultats sont extrêmement encourageants. Sur la question de la représentation des femmes, la première bataille a été gagnée. 74 % des gens ont jugé qu'il fallait des mesures incitatives pour améliorer la situation. La guerre n'est pas gagnée pour autant, mais au moins, les gens ont choisi de ne pas laisser le cours naturel des choses décider. Ils ont préféré la voie de mesures d'action positive. Maintenant le débat commence et aucun parti politique ne pourra passer à côté de ces questions incontournables.

Quant aux États généraux, c'était une très belle expérience démocratique de délibérations. L'argumentaire y a été très présent, faisant appel à l'intelligence des participants et à leur capacité de bouger sur des enjeux pourtant très complexes. Il y a peu de débat collectif du genre et c'est malheureux.»

Lorraine Guay, agente de développement à l'UQAM.

«Le régime présidentiel est enterré, je crois. J'en suis très content. Les participants aux États généraux ont très bien saisi l'importance pour le Québec, dans le contexte de la mondialisation, de ne pas affaiblir le gouvernement. Et pourtant, ces gens avaient vraiment été assaillis d'informations orientées vers un régime présidentiel à l'américaine. Un rejet à 53 %, dans ce contexte qui était on ne peut plus favorable à un tel régime, rend l'hypothèse de changements dans cette direction très improbable.

Sur la question du mode de scrutin, le vote a été très clair, les participants aux États généraux ayant nettement favorisé la proportionnelle. Le débat est donc lancé, et c'est là-dessus qu'il va porter. Même si je reste très critique et que je considère que ceux qui veulent ces changements ont le fardeau de prouver leur nécessité, j'entrevois un beau débat au sein de la population.»

Christian Dufour, politologue, avocat et chercheur à l'ÉNAP.

Voir tableau en page 5 ►

PUBLICITÉ

Les sociétés minières dans la mire du GRAMA

Claude Gauvreau

«J’ai été beaucoup touchée quand j’ai appris que des travailleurs de l’Ontario s’étaient cotisés à même leurs salaires pour financer des travaux de recherche d’étudiants que je dirige», de confier Bonnie Campbell, professeure au Département de science politique. En effet, le Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA), fondé par Mme Campbell en 1998, a reçu une somme de 10 000 \$ du Fonds humanitaire des métaux basé à Toronto, afin de poursuivre ses analyses du rôle des sociétés minières canadiennes sur le continent africain.

Ce groupe de recherche est composé d’une douzaine de personnes qui travaillent en réseau avec des chercheurs d’autres universités au Canada, en Angleterre, en Suède et en Afrique. Rattaché au Centre Études internationales et mondialisation (CÉIM) de la Faculté de science politique et de droit, le GRAMA remplit un triple mandat : de recherche, de formation et de participation aux processus de prise de décision, pour tout ce qui concerne les enjeux sociaux et envi-

ronnementaux soulevés par la présence des compagnies minières canadiennes en Afrique. S’appuyant sur des études de cas dans des pays comme le Ghana, la Guinée, le Mali ou le Congo, les analyses du groupe visent à alimenter la réflexion des décideurs et des intervenants sur le terrain, qu’il s’agisse du gouvernement canadien, du secteur privé ou des ONG.

«Nous croyons que le secteur minier peut contribuer à la croissance et au développement de l’Afrique, comme ce fut le cas pour le Canada. Encore faut-il qu’il soit bien encadré et réglementé», affirme Mme Campbell. «Notre objectif ne consiste pas à trouver des coupables, mais à comprendre les processus qui conduisent au non-respect de l’environnement et, parfois, à la violation des droits humains.»

Priorité aux droits sociaux

Depuis le début des années 90, la présence des entreprises minières canadiennes en Afrique s’est accrue, soutient la chercheuse. Ainsi, entre 1992 et 1999, le nombre de propriétés minières détenues par des socié-



Photo : Michel Giroux

Bonnie Campbell, professeure au Département de science politique et directrice du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA).

tés cotées en bourse au Canada a augmenté au taux composé annuel moyen de plus de 40 %. Ces sociétés possédaient des intérêts dans plus de 600 propriétés minières, actives dans 39 pays du continent africain.

Pour les pays d’Afrique, sévèrement endettés, la libéralisation du commerce et des codes d’investissement est devenue depuis les années 80 une condition d’accès au financement des institutions internationales. Et pourtant, cette libéralisation économique a produit des résultats pour le moins mitigés. De l’avis même de la Banque Mondiale, plusieurs pays africains sont plus pauvres aujourd’hui qu’ils ne l’étaient au moment de leur indépendance il y a 40 ans. En 1998, l’Afrique affichait une croissance négative (-1 %) de son produit intérieur brut.

«Pour solutionner le problème de l’endettement, les grandes institutions financières internationales disent aux États africains qu’ils doivent ouvrir leur économie et attirer les compagnies étrangères», explique Mme Campbell. «Notre réflexion porte précisément sur les formes de libéralisation et de déréglementation des codes miniers africains mis en place pour attirer les investisseurs. Ces codes renvoient aux cadres juri-

diques et réglementaires qui gouvernent les conditions d’investissement des entreprises, ainsi qu’aux engagements des États locaux envers elles.»

Selon Bonnie Campbell, les droits sociaux et environnementaux des populations africaines sont trop souvent subordonnés aux intérêts privés des entreprises minières étrangères. «L’implantation d’industries d’extraction minière à ciel ouvert a entraîné des conséquences parfois désastreuses. Ainsi, dans l’ouest du Ghana et en Guinée, ce sont 20 000 et 140 000 personnes qui ont été déplacées. Un pipeline, semblable à une autoroute tracée à travers la forêt, a été construit entre le Tchad et le Cameroun. Les gens qui vivaient là ont été forcés de quitter leurs terres sans avoir la certitude que leur environnement serait protégé.»

Le Canada doit assumer ses responsabilités

Dans un contexte où les États africains sont fragilisés parce qu’ils ne disposent pas de ressources financières et techniques leur permettant de surveiller l’application de normes environnementales, les États industrialisés, tel le Canada, doivent assumer leurs responsabilités, souligne Mme Campbell. «Il faut un système

de surveillance indépendant et des mécanismes de mise en application des normes qui soient efficaces.»

À son avis, le gouvernement canadien pourrait s’inspirer de la Norvège ou de l’Union européenne afin de promouvoir l’adoption de codes de conduite acceptables de la part des compagnies minières, tout en réglementant leurs activités. «Celles qui sont inscrites en bourse ne devraient pas seulement déclarer leurs états financiers comme le prévoit la loi, mais aussi rendre des comptes quant à leurs efforts pour respecter l’environnement et les droits de la personne.»

Malgré sa taille modeste, le GRAMA s’est fait remarquer pour sa capacité d’informer, de prendre position sur des enjeux importants et de faire avancer les débats. «En février dernier, un de nos articles, publié dans la revue britannique *Mining Journal* qui s’adresse aux milieux d’affaires internationaux, a connu un certain retentissement. Il a été distribué à 1 800 exemplaires lors d’une grande conférence pan-africaine tenue en Afrique du Sud. Voilà qui nous encourage à continuer», de conclure Mme Campbell ●

► Suite de la page 4

RÉSULTATS DU VOTE AUX ÉTATS GÉNÉRAUX					
Questions			Pour		Contre
1. Initiative populaire pour la tenue de référendums sur certaines questions majeures			80%		19%
2. Constitution québécoise (loi fondamentale)			82%		18%
3. Régime politique de tradition parlementaire			53%		47%
4. Élections à date fixe			82%		18%
5. Représentation régionale, élection des députés sur la base des régions			39%		61%
6. Chambre législative, nombre égal de représentants dans chaque région, indépendamment de la taille de sa population			26%		74%
7. Mesures incitatives facilitant l'accès des femmes aux institutions québécoises			74%		26%
8. Droit de vote à 16 ans			42%		58%
9. Mesures pour favoriser la participation des représentants des communautés ethnoculturelles du Québec aux institutions démocratiques			65%		35%
10. Mode de scrutin :					
Système majoritaire actuel	10%	Système majoritaire actuel avec diminution des distorsions par l'introduction d'éléments de proportionnalité	66%	Représentation proportionnelle	24 %

PUBLICITÉ

Que serait l’UQAM sans ses 1 800 employés ?

Ces artisans de l’ombre, agents de sécurité, employés des cafétérias, secrétaires, membres du personnel professionnel et technique, serruriers, et tant d’autres, accomplissent au quotidien un travail essentiel mais trop souvent méconnu. Par leur présence constante, ils contribuent à créer non seulement un environnement d’études et de travail où chacun peut se réaliser, mais aussi un milieu de vie stimulant et de qualité. Le journal *L’UQAM* lève un coin du voile en vous présentant ici quatre portraits d’employés... histoire(s) de mieux se connaître.

«Mamie-cocotte» en pleine action..

Céline Séguin

Ah, l’Université. Lieu par excellence des plus hautes nourritures spirituelles et intellectuelles. Mais avouons-le, après un cours sur l’analyse foucaldienne du pouvoir ou après avoir ingurgité un essai de Lacan, il fait bon se remplir aussi... la panse. À l’UQAM, quelque 45 personnes veillent au grain. Cuisiniers, marmitons, plongeurs, préposés à la cafétéria, tous s’activent, du matin au soir, afin que l’immense poids des livres ne fasse pas disparaître... tous nos kilos!

Employée depuis vingt ans, Thérèse Turcot fait partie de la joyeuse bande de *La Verrière*. Aux côtés de Francine, Michaël, Chantal, Nathalie et les autres, elle prend part, quotidiennement, à cette opération des plus stratégiques que représente le ravitaillement des troupes. Vous l’avez sûrement déjà croisée. Avec ses yeux pétillants et son sourire coquin, celle que ses quatre petits-enfants surnomment affectueusement «mamie-cocotte» est de tous les combats.

Une femme orchestre

En service dès 7h30 le matin, Thérèse s’installe d’abord à la caisse où défilent en moyenne... trois clients à la minute! Pesée, enregistrement, transaction, estampillage de la carte-café, coupons, ouf, pas le temps de chômer. À 13h, après le «rush» du lunch, la voilà qui se transforme en «trotteuse», terme employé pour désigner les tâches consistant à remplir les casiers à ustensiles, à renouveler le stock d’aliments sur les étagères, à préparer du café frais, bref, tous ces petits riens pour qu’on ne manque de rien.

Puis, à 14h, direction comptoir à sandwichs. Véritable ligne de feu. En

cinq jours, on y confectionne plus de 600 clubs et 2 000 en-cas. Heureusement pour nos profs puisque, dit-on, ventre affamé n’a pas d’oreilles! Enfin, à 15h45, Thérèse passe le relais à une collègue. Mission accomplie... jusqu’au lendemain.

Et alors, comment sont les clients? Gentils, polis, aimables, patients et parfois, il faut bien le dire, un peu difficiles. C’est que le sens critique et la recherche d’originalité, ça se manifeste aussi dans la bouffe. *Un club sans mayonnaise, avec double portion de tomates, sans frites, mais avec salade de choux, s’il-vous-plaît.* «C’est devenu un sujet de blagues. D’ailleurs, quand on me questionne sur mon occupation, je réponds souvent : Je suis à l’UQAM et j’y fais un bac en club sandwich», lance Thérèse en riant.

Les risques du métier

Bien sûr, le travail de préposée à la cafétéria comporte aussi ses aléas. «On veut aller vite, en raison de l’achalandage, mais on a beau faire, on ne peut pas être plus rapide que le grille-pain!» À la pression et au stress, s’ajoutent les risques de blessures et d’accidents. Thérèse s’est déjà infligée une profonde entaille à la main, tandis que des collègues, aux cuisines, ont subi plusieurs brûlures. À la caisse, on n’est pas davantage à l’abri d’incidents, telle une tasse d’eau chaude qui glisse malencontreusement d’un plateau. La chose, dit-elle, s’est déjà produite.

Thérèse est à *La Verrière* depuis trois ans, mais elle connaît la chanson puisque ce fut aussi le premier poste qu’elle occupa à son entrée à l’UQAM en 1983. «Dans ce temps-là, il y a avait un boulanger. Les muffins,



Photo : Nathalie St-Pierre

Thérèse Turcot, préposée à la cafétéria.

les galettes, les croissants et autres pâtisseries étaient faits sur place. Quand on arrivait le matin, ça sentait tellement bon. Aujourd’hui, ça nous arrive déjà préparé. Au sous-sol, ça ne sent plus rien du tout!», déclare-t-elle un brin nostalgique.

Entre cette heureuse époque et maintenant, Thérèse Turcot occupa les fonctions de préposée aux distributeurs automatiques. On en dénombre 126 dans les différents campus et on y trouve de tout : de la gomme à mâcher aux yaourts, en passant par les sandwichs, les croustilles, les jus et autres boissons. On en

consomme beaucoup de ces trucs? «Oui madame, répond Thérèse. Et plus les examens ou la fin de session approchent, plus les machines sont vides au petit matin!» Si la préposée effectuait sa tournée au volant d’un petit véhicule motorisé durant les dernières années, à ses débuts, rien de tel n’existait. «C’était un immense chariot à roulettes qu’il fallait pousser d’un étage à l’autre, d’un pavillon à l’autre. Je me suis fait des bras!»

Thérèse a longtemps travaillé à temps partiel, ça l’arrangeait, car il y avait la famille dont il fallait s’occuper. Aujourd’hui, la dynamique

grand-mère a une semaine de travail de 37 heures et 45 minutes, avec une petite demi-heure pour dîner. On le devine aisément, à la fin de la journée, elle a les jambes un peu enflées. «Je travaille toujours debout, même à la caisse. Assise, je ne suis pas confortable, et puis, ça me ralentit.» Aussi, une fois rendue à son domicile, prend-elle le temps de relaxer. Il n’en a pas toujours été ainsi. «Avant, quand mes enfants étaient plus jeunes, je me lançais à nouveau dans la bouffe. J’avertissais cependant tout le monde : Ne me demandez pas de faire des clubs!» ●

Avoir un moral de béton

Claude Gauvreau

«**A**llo? Écoutez, j’ai reçu des menaces d’agression et je ne sais pas à qui m’adresser...». «S’il vous plaît, aidez-moi, je me sens perdu et déprimé... ». «Bonjour madame, je suis professeur au département de (...) et j’ai deux étudiants qui perturbent mon cours, que dois-je faire?» Non, il ne s’agit pas de cas exceptionnels. Ce type de problèmes, peu connus à l’UQAM mais plus fréquents qu’on ne le croit, se retrouvent la plupart du temps sur le bureau de Lucie Latendresse, technicienne de la sécurité publique au Service de la prévention et de la sécurité.

«J’ai été embauchée dans ce service, il y a 11 ans, après avoir suivi une formation en techniques policières à l’Institut Nicolet», raconte Lucie Latendresse. «Puis, j’ai commencé un baccalauréat en criminolo-

gie que j’ai abandonné parce que l’envie de voyager était trop forte. Ce que j’aime, c’est travailler à résoudre un problème, peu importe le temps que cela exige. C’est simple, quand je me dis, à la fin d’une journée : Tiens, aujourd’hui j’ai réussi à aider quelqu’un, eh bien, je suis satisfaite.»

Mme Latendresse, il faut le souligner, travaille dans un service souvent décrié parce que perçu comme étant la «police» de l’UQAM. Un service qui assume un rôle méconnu, voire ingrat, et pourtant essentiel : offrir à la communauté universitaire des services et des conseils-experts en matière d’information, d’animation, de prévention et d’intervention, pour tout ce qui concerne la sécurité des personnes et des biens tant mobiliers qu’immobiliers. Un service qui traite, en moyenne, 1 800 dossiers par année!

Sur la ligne de front

Lucie Latendresse arrive à l’Université très tôt le matin et quitte parfois... très tard. Elle travaille souvent durant son heure de lunch et son téléphone, comme chez Bell Canada, ne déroutait pas. «Mon bureau, c’est le bureau des plaintes. Mon directeur me dit parfois : je ne sais pas comment tu fais. Tu dois avoir un moral de béton. Au fond, on finit toujours par trouver une solution, non?»

Toujours aux premières lignes, Lucie Latendresse est en contact avec plusieurs services de l’Université. Elle s’occupe de tous les dossiers qui exigent un suivi auprès d’un plaignant ou d’une victime. «Un agent de sécurité établit ce que nous appelons un rapport d’événement à la suite d’une plainte quelconque, qu’il s’agisse d’un vol, d’un conflit entre deux



Photo : Nathalie St-Pierre

Lucie Latendresse, technicienne de la sécurité publique.

Suite en page 8 ►

– Un lieu sans âme, certainement !

Cherchez la femme : elle a pour prénom, Denise

Michèle Leroux

Elle scannera la planète, s’il le faut, mais elle va le repérer cet article paru dans une revue scientifique à laquelle la Bibliothèque des sciences n’est pas abonnée, et dont un chercheur a absolument besoin. En un temps record, elle obtiendra une copie de l’article, en version électronique, qu’elle imprimera puis acheminera au chercheur, qui se demandera si la dame ne fait pas un peu dans la magie.

Ces manœuvres, Denise Carrière les a renouvelées 1 249 fois en 2002. Et cela ne constitue qu’une partie de son travail de technicienne en documentation à la Bibliothèque des sciences. «Le travail que Denise abat est colossal. Mais on est tellement habitués à ce qu’elle remplisse toutes ces fonctions, qu’on ne se rend même pas compte de tout ce qu’elle accomplit. Et lorsqu’elle n’y est pas, personne ne peut la remplacer à brûle-pourpoint ... Denise, c’est un peu la mère de la bibliothèque, notre support de base. Je ne veux même pas imaginer ce qui va se passer lorsqu’elle prendra sa retraite en 2005!», explique une collègue de travail qui la côtoie depuis 23 ans, la bibliothécaire Mychelle Boulet.

Le travail de Denise consiste d’abord à gérer tout le service du prêt entre bibliothèques – le PEB dans le jargon – à la Bibliothèque des sciences, ce qui signifie des milliers



Photo : Nathalie St-Pierre

Denise Carrière, technicienne en documentation, à la Bibliothèque des sciences.

de livres que l’on prête ou que l’on emprunte à diverses bibliothèques universitaires à travers le monde, et de photocopies d’articles ou de chapitres de livres, reçues ou transmises. À cela s’ajoute la gestion locale des ressources humaines (feuilles de temps, congés, vacances, remplacements, etc.) et celle des amendes, l’assistance documentaire au comptoir d’aide à l’usager, la compilation et la rédaction des rapports d’activités mensuels et an-

nuels, et la modification des données informatisées, par exemple lors de l’élagage de documents.

Mais il n’y a pas que la quantité de travail qui étonne. Denise est en effet une autodidacte. Elle a vu naître l’automatisation des bibliothèques, et s’est adaptée à tous les changements technologiques, l’un après l’autre. Il faut dire que depuis son arrivée à l’UQAM, en pleine crise d’octobre 1970, les bibliothèques sont passées de la préhistoire à l’ère ultramoderne.

«En 32 ans, les choses ont tellement changé, se remémore Denise. Je me rappelle l’époque où il n’y avait qu’une bibliothèque pour la jeune UQAM. C’était sur la rue St-Alexandre, au pavillon Émile-Girard. On inscrivait à la main, sur des petites fiches, les livres prêtés, le nom de l’étudiant ou du professeur qui les empruntait et la date de retour.» Depuis ce temps, l’électronique et l’informatique ont révolutionné le monde des bibliothèques.

Santé et longue vie à L’Après-cours

Céline Séguin

À l’UQAM, certaines choses n’arrêtent pas de changer : les cohortes d’étudiants, les programmes, les modes théoriques, le nom des unités... Dans ce tourbillon, L’Après-cours fait figure de roc de Gibraltar. Avec son plafond rouge, sa tuyauterie apparente, son bar en demi-lune, ses tables de billard et ses banquettes lilas, l’endroit, sis au J-M100, semble échapper au temps. Un diplômé de 83 qui viendrait s’y rappeler ses bonnes années de fac ne serait guère dépay-sé. D’autant plus que le fidèle barman, Yvan Gagnon, serait toujours là pour l’accueillir.

Du lundi au vendredi, L’Après-cours permet aux membres de la communauté universitaire... de décompresser! Le jour, l’ambiance évoque un café étudiant. Le soir, l’endroit prend des allures de «vrai» bar : on y danse jusqu’au petit matin. Le week-end, sur demande d’une association ou d’un groupe étudiant, l’endroit accueille diverses activités de rencontre. Yvan, le vétéran, est là depuis l’inauguration, en 1979. Il a débuté comme *bus-boy*, puis barman et enfin, chef barman. Il est devenu, en quelque sorte, le «gérant» de la place.

Son horaire? Compiqué. En général, il arrive avant l’ouverture pour régler la *paperrasse* : inventaire, com-

mandes, appels de service... S’ajoutent des rendez-vous pour l’organisation de soirées et des discussions avec CHOQ.fm sur les émissions à diffuser. Puis, de 11h30 à 18h30, il assure le service de bar. Mais Yvan est là aussi les jeudis soirs ainsi que lors de gros «partys». Il vérifie que tout roule et quitte vers minuit. En somme, il ne compte pas ses heures...

Le contact humain

Au quotidien, Yvan privilégie le contact avec la clientèle plutôt que les prouesses techniques. «C’est important de préparer un bon drink, mais un bon service, un sourire, un regard, un échange, ça n’a pas de prix». Le barman connaît beaucoup d’étudiants par leurs noms, leur parle comme à des amis, et c’est réciproque. «Le style du bar consiste à offrir un contact personnalisé. C’est plus agréable que des visages anonymes. En contrepartie, si le cendrier déborde ou que l’attente se prolonge, les gens sont indulgents : *Ah, Yvan est dans l’rush, c’est pas grave!*»

Contrairement aux bars où l’on parle seulement de «pitouines pis d’chars», à L’Après-cours, dit-il, on discute politique, histoire, économie et culture. «Les échanges avec la clientèle sont d’autant plus stimulants que les employés sont aussi des



Photo : Nathalie St-Pierre

Yvan Gagnon, barman à L’Après-cours.

universitaires. Peu de gens le savent mais le bar est sûrement un des services les plus scolarisés de l’UQAM!» À preuve, un des DJ fait un bac en arts, l’autre un doctorat en histoire. Parmi les *bus-boy*, on retrouve deux étudiants au bac en sociologie, une étudiante libre et un candidat à la maîtrise en science po. Yvan lui-même est titulaire d’un bac en finances, tandis qu’un autre barman est bachelier en arts. Quant au portier,

il poursuit un bac... en sexologie! «On privilégie l’embauche d’étudiants. Ça donne la chance d’avoir un revenu intéressant et le fait d’être sur place facilite les études. L’obtention du diplôme n’est pas un critère de congédiement. D’ailleurs, on est tous syndiqués. J’entends souvent dire que c’est étrange, mais les avantages sont considérables. Les employés sont satisfaits, il y a une bonne ambiance, et on n’a pas besoin

Aujourd’hui, grâce au système *Manitou*, les usagers peuvent renouveler leurs prêts à distance. On n’arrête pas le progrès, à l’évidence.

D’une nature calme, discrète et fière, Denise aime rire et s’amuser. Elle taquine sans ménagement tous ceux qu’elle aime. Son humour un brin acerbe allège les journées plus difficiles. Mère d’un garçon de 23 ans, Pascal, qui complète des études en administration à l’Université Laval, Denise aura 55 ans, dans moins de deux ans, lorsque l’heure d’une retraite bien méritée sonnera. «J’ai bien hâte», avoue-t-elle.

Les projets ne manquent pas. D’abord du repos. Ensuite, de la lecture, c’est sûr. Denise est une fan de Stephen King. Rien comme un bon roman d’horreur, ou de magie noire, dont elle se délecte en écoutant un reposant Kenny G. Et des voyages, plein de voyages. Peut-être revoir l’Espagne dont elle garde des souvenirs impérissables ... et les plages cubaines, qui n’ont plus beaucoup de secrets pour elle et son mari Guy, des amoureux de la mer, du soleil et du sable. Mais ce qui lui trotte dans la tête, c’est un vieux rêve : faire du bénévolat auprès des bébés, qu’elles berceraient ... À l’hôpital Sainte-Justine, par exemple.

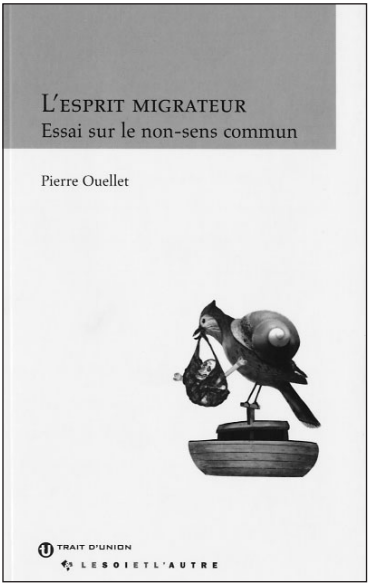
Et gageons que ce ne sera pas long avant que notre Denise ne devienne, là comme ici, indispensable... ●

Suite en page 8 ►

Migration et littérature

Le professeur Pierre Ouellet du Département d'études littéraires, vient de signer un nouvel ouvrage aux éditions Trait d'union, *L'esprit migrateur. Essai sur le nons-sens commun*. Il y reprend le thème de la migration, largement répandu dans la littérature et les études littéraires contemporaines, notamment depuis la multiplication des écrivains «migrants», au Québec comme ailleurs.

Mais cette «migrance», explique Pierre Ouellet, n'est pas uniquement géoculturelle, c'est-à-dire liée au déplacement d'un territoire à un autre. Elle est aussi de nature ontologique et symbolique, puisqu'elle caractérise le déplacement même du «sens» et de l'«être» dans l'expérience intime de l'altérité. Selon l'auteur, la littérature

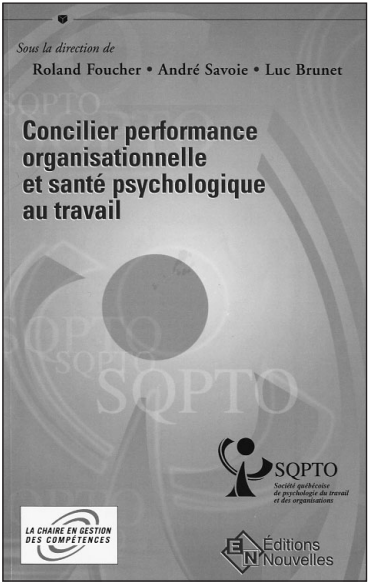


contemporaine serait le lieu d'une telle métamorphose, y compris chez des écrivains qui ne sont pas proprement migrants comme, par exemple, Jacques Brault, Gaston Miron, Fernand Dumont ou Michel van Schendel.

Bref, un petit essai rempli de réflexions sur l'expérience de l'exil qui se vit d'abord au cœur de la langue et dans les profondeurs de la sensibilité.

Santé psychologique... au travail

Comment augmenter la performance sans nuire à la santé des travailleurs et, à l'inverse, favoriser une bonne santé tout en étant performants? C'est à ce type de questions que tente de répondre l'ouvrage intitulé *Concilier performance organisationnelle et santé psychologique au travail*, publié aux Éditions Nouvelles. Sous la direction de Roland Foucher, professeur au Département organisation et ressources humaines

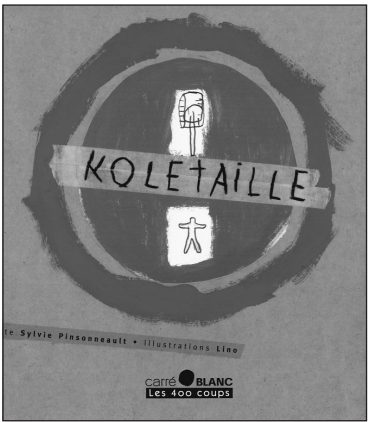


et cotitulaire de la Chaire en gestion des compétences, ainsi que des professeurs André Savoie et Luc Brunet de l'Université de Montréal, cet ouvrage rassemble les contributions de divers chercheurs et praticiens.

Plusieurs organisations cherchent à intensifier leur productivité et leur capacité d'adaptation en raison, notamment, de la mondialisation de l'économie et de la compétition qu'elle suscite. Et pour relever ces défis, elles doivent apporter des changements dans l'organisation du travail (horaires plus longs, cadences accélérées, augmentation du nombre de personnes ayant un statut d'emploi précaire) qui ne sont pas sans effets sur la santé psychologique des travailleurs : stress plus élevé, absentéisme accru, baisse de la satisfaction au travail. Les différents auteurs nous proposent donc des pistes de réflexion et d'action autour du sens du travail, de l'engagement organisationnel, de la reconnaissance et de la conciliation travail-famille.

Regard sur la guerre

Koletaille est le titre d'un petit livre illustré destiné aux enfants, publié dans la collection Carré blanc aux Éditions Les 400 coups. Son auteure, Sylvie Pinsonneault, qui est diplômée de l'UQAM et chargée de cours au Département de sexologie, jette ici



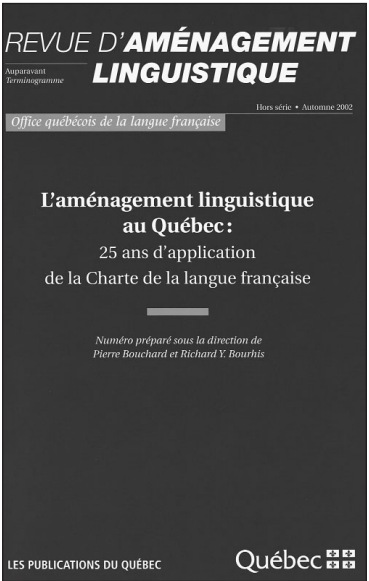
un regard mi-figue, mi-raisin, sur un char d'assaut et son impact quotidien sur la vie des gens. Une réflexion sur les ravages de la guerre.

Sylvie Pinsonneault est née en plein centre-ville de Montréal, à deux pas du poste de police et de la caserne de pompiers... tout près donc de l'action. Elle n'aime pas que les enfants dessinent des chars d'assaut, des avions de chasse, ou des bombes qui éclatent. Artiste du détail, son travail relève de l'incantation : répéter et montrer mille fois l'élément signifiant de toutes sortes de façons. Avec *Koletaille*, elle signe son premier texte pour enfants, illustré par le peintre Lino.

À la toute fin de son livre, Mme Pinsonneault fait quelques comparaisons de dépenses : 6,5 millions \$ américains (le coût moyen d'un char d'assaut) permettraient d'acheter les fournitures scolaires d'une année à 60 000 orphelins africains, de construire 100 classes en Afrique, ainsi que 50 barques-écoles pour les enfants des villages flottants d'Asie, etc, etc.

Langue française : un bilan

Les Publications du gouvernement du Québec ont fait paraître dernièrement un numéro hors série de la *Revue d'aménagement linguistique*,



anciennement connue sous le nom de *Terminogramme*, entièrement consacré aux 25 années d'application de la Charte de langue française au Québec. Préparé sous la direction du professeur Richard Y. Bourhis du Département de psychologie et de Pierre Bouchard, chef du Service de la recherche et des ressources documentaires à l'Office québécois de la langue française, ce numéro cherche à rendre compte des impacts sociaux et politiques de la célèbre loi.

Divers auteurs ont voulu ici cerner la vision et les enjeux que la Charte comportait pour les différents groupes linguistiques au Québec : franco-phones, anglophones et allophones. La Charte a également eu des retombées

particulièrement importantes dans au moins trois domaines qui sont ceux de l'enseignement, du travail et du paysage linguistique. Aussi, la revue présente-t-elle une évaluation sommaire de la situation dans ces secteurs.

► Lucie Latendresse - Suite de la page 6

individus, ou d'une alarme-incendie. J'ouvre alors un dossier dont je suis l'évolution du début jusqu'à la fin. Si, par exemple, une personne est suspectée d'avoir commis du harcèlement, je la rencontre pour connaître sa version des faits. Puis, j'entre en contact avec quelqu'un des Services à la vie étudiante ou du Service du personnel afin que l'on trouve, ensemble, une solution.»

Il arrive aussi qu'elle travaille avec des organismes extérieurs à l'UQAM, forces policières, CLSC, Maisons de jeunes, Centres pour itinérants, etc. Une fois par mois, environ, Lucie Latendresse et ses collègues font le point avec des représentants de différents groupes communautaires, selon la nature du problème rencontré: une personne désespérée qui ne sait plus à quelle porte frapper, conflit familial, vol, agression, etc.

«Je rencontre souvent des étudiants étrangers qui se sentent isolés ou qui connaissent des ennuis financiers. Mon rôle consiste d'abord à les écouter, à les guider et à les référer à un autre service, si nécessaire.»

Une ville sans police

Mme Latendresse reconnaît qu'il existe, au cours d'une année, des périodes plus intenses que d'autres. Celles qui coïncident avec des fêtes ou des anniversaires par exemple, particulièrement éprouvantes pour les personnes seules. Ou encore les fins de

session, alors que les étudiants se sentent fatigués et stressés.

«Depuis cinq ans, nous avons observé que le nombre de plaintes, relatives à des troubles de comportement, avait augmenté. Pourquoi? Parce que notre service est davantage connu que par le passé? Mais il y a aussi tous ces malaises sociaux qui se répercutent à l'intérieur de nos murs. Les problèmes conjugaux, le spectre du chômage, les difficultés des familles reconstituées, et que sais-je encore... les étudiants, entre autres, sont inquiets. Ils travaillent fort sans être toujours certains de trouver un emploi à la fin de leurs études.»

En général, les gens à l'UQAM manquent d'information sur les différentes ressources offertes et connaissent plutôt mal le rôle et les fonctions de notre service, confie Mme Latendresse. «Une situation que nous voulons changer dès cette année. Tout le monde doit comprendre que nous ne sommes pas répressifs. Avant tout, nous mettons l'accent sur la prévention et tentons de résoudre les problèmes à l'interne.»

Lucie Latendresse apprécie un travail qui l'amène à rencontrer des tas de gens dans différents secteurs. «L'UQAM, c'est une ville de la même grosseur que Saint-Hyacinthe, avec ses quartiers et ses clôtures. Mais une ville qui se préoccupe de prévention et de sécurité... sans véritable police à l'intérieur!» ●

► Yvan Gagnon - Suite de la page 7

des clients sont des étudiants. «Comme on est au coin de Ste-Catherine et St-Denis, il nous arrive de refuser de servir quelqu'un ou de demander la carte-UQAM. Mais ce n'est pas vraiment un problème. Le type qui débarque ici pour *cruiser* se rend vite compte qu'il n'est pas à sa place. Et puis, on surveille discrètement les allées et venues pour assurer la sécurité.»

En près de 25 ans de carrière, le barman en a vu de toutes les couleurs. Des événements cocasses, comme des dentiers ou des sous-vêtements retrouvés à la fin d'une soirée... Des moments plus difficiles, tels que passer une nuit auprès d'un suicidaire, intervenir d'urgence lors d'une crise

cardiaque ou mettre fin à des altercations entre clients, un phénomène rarissime, tient-il à préciser.

Selon lui, la consommation d'alcool a beaucoup diminué chez les jeunes. «La priorité va aux études. À partir de la mi-session, on les voit de plus en plus attablés avec leur cartable et leur portable. Jusqu'à 18h30, je sers autant de cafés, de jus et de verres d'eau que de bières. Le soir, on ne force pas les pichets. On est assez sévère avec les gens en état d'ébriété. Enfin, lors des partys, on avise les assos d'y aller «mollo». On ne voudrait pas ressembler à Loto Québec avec le jeu compulsif!», de conclure le sage barman ●

Les Citadins en excellente forme pour la finale

Pour la première fois de sa courte histoire, l'équipe de badminton de l'Université s'est qualifiée pour le championnat de fin de saison. Grâce à de bonnes performances, les joueurs se sont accrochés au 4^e rang, devant les équipes des universités McGill et Trois-Rivières, désormais éliminées. Sophie Joubarne (design graphique) a terminé 3^e en simple, Antoine Deshaies (communications) s'est classé premier dans la division

3, tandis que le joueur-entraîneur Étienne Blondin (sciences comptables), a obtenu la 2^e position de la division 2. Actuellement, les joueurs s'entraînent ferme en prévision du championnat interuniversitaire qui se déroulera à Sherbrooke, les 15 et 16 mars. En ski alpin, l'UQAM fait également très bonne figure. À preuve, les récents exploits des Citadins lors de la compétition qui s'est déroulée les 1^{er}

et 2 mars derniers au Mont St-Anne. Le samedi, nos athlètes se sont emparés des 2^e et 3^e marches du podium lors d'un slalom géant. Guillaume Gariépy, pour la première fois de la saison, s'est hissé parmi les meilleurs en décrochant une troisième position. En outre, il est demeuré dans le «top 10» en se classant 8^e le dimanche. Quant à Daniel Gagnard (voir photo), fidèle à son habitude, il a décroché deux médailles durant le week-end, ta-

lonnant de près Nicolas Zyromski de l'Université McGill. Guillaume et Daniel, tous deux étudiants au bac en administration, se préparent activement aux côtés des autres membres

de l'équipe pour la grande finale qui se tiendra les 14 et 15 mars, au Massif de la petite rivière Saint-François, près de Québec. À surveiller! ●

Marier fourrure et design

Le Conseil canadien de la fourrure a décerné récemment à trois étudiantes de l'UQAM les prix de la toute première édition québécoise du concours «La fourrure ré-inventée». Celui-ci offre la possibilité aux jeunes designers universitaires de travailler avec ce matériau naturel dans leurs collections et ainsi expérimenter la polyvalence et la grande versatilité du médium. Natasha Nepton, Mélissa Nepton et Caroline Bécotte du baccalauréat en gestion et design de la mode, comme les autres participants au

concours, devaient réaliser trois «sketchs» de vêtements intégrant des fourrures canadiennes à leur confection. Le jury a retenu l'originalité et le potentiel commercial de leurs œuvres. Ajoutons que trois bourses de 600 \$, 500 \$ et 400 \$ ont été remises aux finalistes qui auront l'opportunité de créer la pièce gagnante avec l'aide de professionnels de l'industrie et de l'exposer à la Place Bonaventure, du 4 au 7 mai prochain, lors du Salon de la fourrure de Montréal ●

Des bourses pour «pas lâcher»

Trois étudiantes de l'UQAM comptent parmi les six récipiendaires de bourses de la Fondation universitaire de l'Université du Québec visant à favoriser la poursuite des études dans l'ensemble des établissements du réseau. Geneviève Drapeau (bac en enseignement en adaptation scolaire et sociale), Lyne Gazaille (bac en sexologie) et Jennifer Lilly (bac en gestion des ressources humaines) ont reçu chacune une bourse d'une valeur de 3 000 \$. Tous les lauréats sont des étudiants qui ont amorcé leurs

études universitaires à la session d'automne 2002, s'y sont consacrés prioritairement et ont réussi leur première session. Rappelons que ce programme de bourses en appui à la réussite (BAR) se fonde sur deux conditions déterminantes à la réussite d'un projet d'études : cheminer rapidement et sans interruption dans un programme et donner priorité aux études en n'accordant pas plus de 15 heures/semaine à un emploi durant les trimestres d'inscription ●

Étudier la sexologie en Belgique

Des étudiants du baccalauréat en sexologie ont eu la chance, durant quatre mois, de suivre des cours à l'Institut d'études de la famille et de la sexualité rattaché à l'Université catholique de Louvain en Belgique. Et en janvier prochain, cinq étudiants belges viendront à leur tour effectuer un stage d'études à l'intérieur des murs de l'UQAM. Tout cela a été rendu possible grâce à un protocole d'entente, d'une durée de cinq ans, entre l'Université catholique de Louvain et l'UQAM vi-

sant à développer la coopération dans l'enseignement et la recherche dans le domaine de la sexologie. Mais l'objectif principal est l'échange d'étudiants inscrits dans les programmes de licence en science de la famille et de la sexualité pour l'université belge et du bac en sexologie pour l'UQAM. Grâce à cet accord, les étudiants des deux établissements peuvent s'inscrire à temps complet pour une durée maximale d'une année. «Le protocole prévoit également que 35 étudiants, au plus, de

chaque université, pourront participer aux échanges», souligne Jehanne Sosson, présidente de l'Institut belge d'études de la famille et de la sexualité. «Les étudiants de l'UQAM ont pu bénéficier de bourses à la mobilité d'une valeur de 4 000 \$ chacune. Débrouillards, ils ont aussi organisé, entre autres, un lave-auto pour financer leur séjour», d'expliquer la professeure Josée S. Lafond du Département de sexologie et directrice du programme de premier cycle ●



Photo : Michel Giroux

À l'avant-plan, M. Ghislain Auger, agent de stage à la Faculté des sciences humaines, Monique Fréchette, assistante à la gestion du programme de premier cycle en sexologie, et Josée S. Lafond, professeure au Département de sexologie et directrice du programme de premier cycle. À l'arrière, la professeure Jehanne Sosson, présidente de l'Institut d'études de la famille et de la sexualité de l'Université catholique de Louvain, et André Dupras, directeur du Département de sexologie.

PUBLICITÉ

MARDI 11 MARS

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
«L'Inde nationaliste menace-t-elle la sécurité internationale?», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Pierre Thibault, candidat à la maîtrise en science politique.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316.
Renseignements : 987-6781
www.dandurand.uqam.ca

SVE-Section Aide et soutien à l'apprentissage
Atelier 8 : «Mémoire et efficacité mentale», dans la série d'ateliers-conférences «Devenir efficace dans ses études», de 12h30 à 14h.
Également les **12 et 13 mars** aux mêmes heures.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-3375.
Cet atelier est également offert le **11 mars**, de 18h à 19h30, à la salle DS-2180.
Renseignements :
Christian Bégin
987-3185 ou salle DS-2110
www.uqam.ca/aide-apprentissage

Département de musique
«Légendes; musiques du monde», avec l'ensemble de percussion de l'UQAM, direction : Luc Boivin et Jean-Guy Plante, à 20h.

Invités : Alain Labrosse, René Lazaro, George Rodriguez et Donal Maunier.
Salle Pierre-Mercure du CPP.
Renseignements :
987-3000, poste 0294

MERCREDI 12 MARS
Réseau Gestion UQAM
Conférence Duo : «La gestion des compétences : aspects tactiques et stratégiques», de 11h30 à 14h.
Animateur : Rosaire Couturier, professeur associé au Département stratégie des affaires.
Conférencières : Suzanne Morin, associée principale, Samson Bélair/Deloitte & Touche et Ginette Legault, vice-doyenne à la recherche, École des sciences de la gestion.
Club Universitaire de Montréal, 2047, rue Mansfield.
Renseignements : 987-3010
reseau.gestion@uqam.ca
www.reseaugestion.uqam.ca/conferenceduosept2002.pdf

GRIC (Groupe de recherche sur l'intégration continentale)
Conférence : «La libéralisation des marchés publics. Quelle place pour le développement?», de 12h30 à 14h.
Conférenciers : Rémi Bachand, CEDIM-GRIC.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.
Renseignements :
987-3000, poste 3910
www.unites.uqam.ca/gric/

CIRDEP (Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente)
«La gestion des compétences : nouveau concept fédérateur de la gestion des ressources humaines?», dans le cadre des Midis du CIRDEP, de 12h30 à 14h.
Conférencière : Dominique Bouteiller, École des Hautes études commerciales.
Pavillon de l'Éducation, salle N-5050.
Renseignements :
Brigitte Voyer
987-3000, poste 6540
www.unites.uqam.ca/cirdep

GÉPI (Groupe d'études psychanalytiques interdisciplinaires)
Séminaire midi : «Le cinéma, psychanalyse du pauvre?», à 12h30.
Conférencier : André Jacques, psychologue et chargé de cours au Département des communications.
Pavillon J.-A.-DeSève, s alle DS-1950.
Renseignements :
Sophie Lapointe
sophie.lapointe.gepi@sympatico.ca
www.unites.uqam.ca/gepi

IREF
«Discours et pratiques de couple chez les lesbiennes», 12h30 à 14h.
Animation : Line Chamberland, professeure associée à l'IREF.
Conférencière : Natacha Chetcut, doctorante en sociologie.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.
Renseignements :
Céline O'Dowd
987-6587
iref@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/iref

CRIEC (Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté)
Table ronde : «Le Rapport Bélanger : incidences sur la dynamique interculturelle à l'UQAM», à 12h40.
Participants : Yves Alavo, représentant de la Ville de Montréal, Patricia Estensoro et Patricio Salgado, étudiants à l'UQAM, et Paul Bélanger, président du Groupe de travail sur l'intégration des étudiants et des étudiantes non francophones à l'UQAM et sur la langue d'enseignement.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
987-3000, poste 3318
www.unites.uqam.ca/criec/

Chaire Concordia-UQAM en études ethniques
Colloque : «La vitalité ethnolinguistique des minorités au Québec : quel rôle de l'État pour assurer le pluralisme culturel et linguistique?», dans le cadre de la semaine interculturelle à l'UQAM, de 13h à 17h30.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Richard Y. Bourhis ou Annie Montreuil
987-3000, poste 4852
ccuee@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/chaire-ethnique/accueil.htm

Département d'études littéraires
Colloque international : «Littérature, immigration et imaginaire au Québec et en Amérique du Nord», de 13h30 à 17h30. Se poursuit le **13 mars** de 9h à 17h15.
Pavillon Judith-Jasmin, salle des Boiseries, J-2805 (12 mars) et J-4255 (13 mars).
Renseignements :
Daniel Chartier et Chantal Ringuet
987-3000, poste 6673
www.unites.uqam.ca/dlitt

Département de science politique
Table ronde : «Une réalité cachée? : le nationalisme au Canada anglais». Participants : Norman Lester et Antoine Robitaille, journalistes ainsi que Henry Milner, politicologue.
Animation : Marc Chevrier, professeur au Département de science politique.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316, de 14h à 16h.
Renseignements :
dept.sc.politiques@uqam.ca
www.politis.uqam.ca/

JEUDI 13 MARS
Département d'informatique
Séminaire en informatique cognitive : «Un système de recherche collaborative et distribuée», de 11h15 à 12h30.
Conférencier : Daniel Memmi, IMAG-CNRS, Grenoble, France.
Pavillon Président-Kennedy, salle PK-5115.
Renseignements :
987-3239
saturne.info.uqam.ca/

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie
«La Société de l'information : retour sur l'avènement d'une priorité mondiale», à 12h30.
Conférencier : Raphaël Canet, coordonnateur de la Chaire MCD.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.
Renseignements :

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

Daphnée Poirier
987-3000 poste 3366
poirier.daphnee@uqam.ca
www.chaire-mcd.ca

IREF
«Les spirales du changement : des militantes tissent une CourtePointe de l'action communautaire», de 12h30 à 14h.
Conférencière : Anna Krusynski, programme de doctorat conjoint McGill/Université de Montréal en travail social.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.
Renseignements :
Céline O'Dowd, 987-6587
iref@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/iref

VENDREDI 14 MARS
Association des étudiants
Maîtrise et Doctorat en communication de l'UQAM
Colloque annuel du Département de communication : «Post-modernité et quotidienneté», à 9h. Se poursuit le **15 mars**.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-2805.
Renseignements :
Frédéric Harnois, 767-6011

CEFRES-UQAM (Centre de formation et de recherche en enseignement supérieur)
Atelier pédagogique : «La préparation des étudiants au travail en équipe», de 9h à 17h.
Animateur : Pierre-Claude Lafond, professeur au Département des sciences juridiques.
Pavillon de l'Éducation, salle N-5050.
Renseignements :
Anne-Marie Grandtner
987-3000, poste 6590
cefres@uqam.ca

GRIC (Groupe de recherche sur l'intégration continentale)
«Propriété étrangère des télécommunications? Oui, non, peut-être...», de 10h à 12h.
Conférenciers : Michèle Rioux, Éric Jasmin et Christophe Peyron, GRIC, Projet ETIC.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.
Renseignements :
987-3000, poste 3910
www.unites.uqam.ca/gric/

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)
«La magie savante en tant que technologie de pointe à la fin du Moyen Âge», de 12h30 à 14h30.
Conférencière : Geneviève Dumas, Université de Sherbrooke.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.
Renseignements : 987-4018
cirst@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/cirst/seminaires.html

Département de mathématiques
Séminaire de combinatoire : «Caractérisation combinatoire des singularités des variétés de Schubert (2^e partie)», à 13h15.
Conférencier : Christophe Reutenauer, professeur au Département de mathématiques.
Pavillon Président-Kennedy, salle PK-4323.
Renseignements : 987-4186
www.math.uqam.ca/

LUNDI 17 MARS
Centre d'études interdisciplinaires Wallonie-Bruxelles
Semaine de l'Université Catholique de Louvain à Montréal : plusieurs conférences et kiosques d'information. Se poursuit jusqu'au **21 mars**. Organisé en collaboration avec le Bureau de la coopération internationale.
Renseignements :
Elodie Gérard
987-3000, poste 5683
centre.wallonie-bruxelles@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/walbru/

MARDI 18 MARS
CRI
«De l'exclusion sociale à la reconnaissance. Le croisement des savoirs d'expérience et des savoirs experts», de 9h30 à 12h.
Conférencière : Françoise Digneffe, professeure au Département de criminologie et de droit pénal, Université catholique de Louvain, Belgique.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.
Renseignements :
Christiane Bélanger
987-3000, poste 0295
www.unites.uqam.ca/CRI/

MERCREDI 19 MARS
École de travail social
«Les modèles d'intervention en vogue : séduction idéologique ou pratiques éprouvées?», de 8h45 à 16h.
Animation : Michèle Bourgon.
Participants : Guy Bourgeault, Charles Lemieux, Gaëtan Gagné, Stéphanie Cloutier, Ricardo Zuniga.
Centre St-Pierre, salle 100, 1212 rue Panet.
Renseignements : 987-4171

CERT
«Costumes du Carnaval de Rio 2002
Théâtralité : multiculturalisme et transfigurations», de 12h30 à 14h.
Conférencière : Margaret Refkalefsky
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-3950.
Renseignements :
987-3000 poste 6662
cert@uqam.ca

Département de géographie
«Les outils de l'information géographique au service de l'élaboration du plan de développement local participatif : le cas des quartiers d'El Miter et de Bouchentouf à Casablanca, Maroc», dans le cadre des Midi-34 de la Géographie, à 12h34.
Conférencière : Geneviève Lefebvre, étudiante à la maîtrise.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-4360.
Renseignements : 987-4131
www.geo.uqam.ca/accueil.htm

CRI (Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale)
«De l'urgence sociale à l'insertion», de 12h30 à 14h30.
Conférencier : Xavier Emmanuelli, président du Samu social de Paris.
CLSC des Faubourgs, salle 104, 1705 rue de la Visitation.
Renseignements :
Christyne Ouellet
527-4929, poste 373
www.unites.uqam.ca/CRI/

Département de chimie
«La mise au point de nouveaux agents anti-inflammatoires : inhibiteurs de la cyclooxygénase-2 et de la prostaglandine synthase», à 15h30.
Conférencier : Dr Denis Riendeau, directeur, Biochimie et biologie moléculaire, Merck Frosst Centre pour la recherche thérapeutique.
Pavillon Chimie et biochimie, salle CB-1170.
Renseignements : 987-4119
www.er.uqam.ca/nobel/dep_chim/activites.htm

JEUDI 20 MARS
Bureau des diplômés
«De la géologie au monde des affaires», de 7h30 à 9h, dans le cadre des Petits-déjeuners-causeries
Diplômés d'influence 2002-2003.
Conférencier : Jacques Trottier, président et expert géologue, Exploration Sulliden Inc.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
987-3000, poste 7650
bureau.diplomes@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/bdiplomes/inscription.html

CNC (Centre de Neuroscience de la cognition)
«Prefrontal Cortex : Categories, Concepts, and Cognitive Control», à 9h30.
Conférencier : Earl Miller, RIKEN-MIT Neuroscience Research Center
Massachussetts, Institute of Technology.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.
Renseignements :
Sanja Obradovic, 987-7002
cnc@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/cnc/cogsci/

Centre de design de l'UQAM
Exposition : «Nouvelles technologies de l'image animée», du mercredi au dimanche, de 12h à 18h, jusqu'au **13 avril**.
Pavillon de design, salle DE-R200.
Renseignements :
987-3395
www.unites.uqam.ca/design/centre

Département des sciences économiques
«Les changements climatiques, le défi du siècle», dans le cadre des Éco-lunchs, de 12h45 à 13h45.
Conférencier : Réal Décoste, directeur général du projet Ouranos.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M130.
Renseignements :
Stéphane Pallage
987-4114
www.uqam.ca/economie

VENDREDI 21 MARS
Département d'études littéraires
VIII^e Colloque interuniversitaire étudiant de littérature, de 9h à 23h. Organisé en collaboration avec le Département de langue et littérature françaises de l'Université McGill et le Département d'études françaises de l'Université de Montréal.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).
Renseignements :
Anne Élane Cliche
987-3000, poste 5661
www.unites.uqam.ca/dlitt

CEFRES-UQAM
Atelier pédagogique : «Moi j'enseigne, mais eux, apprennent-ils?», de 10h à 16h.
Conférenciers : Monik Bruneau, professeure au Département de danse, Christian Bégin, psychologue au Services à la vie étudiante.
Pavillon de l'Éducation, salle N-5050.
Renseignements :
Anne-Marie Grandtner
987-3000, poste 6590
cefres@uqam.ca

CIRST
Conférence : «Imaginer la science : le discours scientifique dans la fiction», de 12h30 à 14h30.
Conférencier : Jean-François Chassay, professeur au Département d'études littéraires.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.
Renseignements : 987-4018
cirst@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/cirst/seminaires.html

CIRADE (Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation)
«L'éthique reconstructive : une approche prometteuse pour l'éducation du sujet éthique», de 13h30 à 15h30 .
Conférencière : Nancy Bouchard, professeure au Département des sciences religieuses.
Pavillon de l'Éducation, salle N-M310.
Renseignements :
Lucie Filion
987-3000, poste 6186

Date de tombée
Les informations à paraître dans les rubriques *Sur le campus* et *Activités étudiantes* doivent être communiquées par courriel à la rédaction au plus tard 10 jours précédant la parution du journal :
journal.uqam@uqam.ca
Prochaines parutions :
24 mars et 7 avril.

L'UQAM rafle de nombreux prix Grafika

Céline Séguin

Sept Uqamiens en design graphique – étudiants, employés et diplômés – se sont distingués récemment lors de la 6^e édition du concours Grafika, organisé par les Éditions Info Presse, en collaboration avec la Société des designers graphiques du Québec. Devenu incontournable, ce concours, qui met en valeur le talent des designers graphiques québécois,



récompense les meilleures créations dans des domaines comme l’affiche commerciale, le design d’exposition, les brochures culturelles, le livre, les gammes d’emballage ou la publicité directe par le dépliant.

Cette année, le jury réunissait neuf designers québécois, dotés de solides expériences hors frontières, parmi lesquels figurait Judith Poirier, professeure à l’École de design. Devant plus de 1 000 personnes réunies au Métropolis, 36 prix ont été attribués à «la crème du design» parmi les 1 260 pièces soumises par 270 studios, agences et designers indépendants. À la lumière de la récolte obtenue, l’UQAM semble bel et bien jouer un rôle d’importance dans l’expression créative de la profession.

Au nombre des lauréats, on retrouve Marie-Élaine Benoit et Jonathan Nicol, étudiants au baccalauréat en design graphique, qui ont remporté *ex æquo* le grand prix de la catégorie «Étudiant» pour leurs oeuvres respectives 45 (illus. 4) et *off-vol* (illus. 5). De son côté, Alexandre

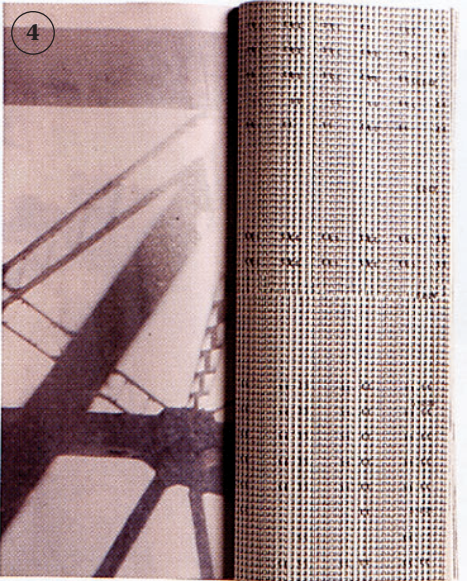
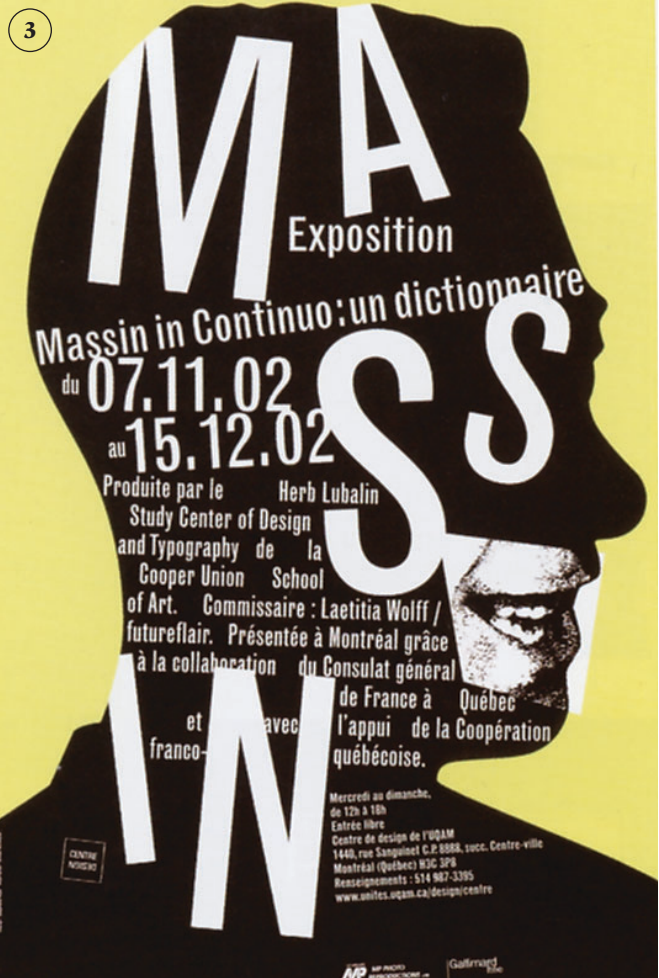
Renzo, diplômé du même programme en 2002, a reçu un grand prix *ex æquo* dans la catégorie «Livre», pour le *Rapport d’activités 2001-2002* du Centre de design de l’UQAM (illus. 6), réalisé en collaboration avec Georges Labrecque, chargé de projets au Centre de design.

Le designer graphique Stéphane Huot, chargé de cours à l’École de de-

sign et aussi diplômé de l’UQAM, a pour sa part mérité le grand prix dans la catégorie «Affiche culturelle» pour l’exposition *Massin in continuo* du Centre de design (illus. 3), *ex æquo* avec l’affiche *Question de goût* (illus. 1) conçue par Gwenaël Bélanger pour son exposition au Centre des arts actuels SKOL; diplômé en arts visuels (2001), Gwenaël est également

technicien en production au Service de l’audiovisuel.

Enfin, Anouk Pennel et Raphaël Daudelin, deux candidats au bac en design graphique, ont signé le design de *Flyer Dérageage 3* chez FEED (illus. 2) lauréat du grand prix «Publicité directe-Flyer». Anouk en avait assumé la direction artistique et Repro-UQAM, l’impression. Bravo à tous! ●



Le nouveau Forum des savoirs

Récemment, le Forum s’est refait une beauté. Ne vous y trompez pas! Il ne s’agit pas de l’ancien temple du «Tricolore» mais bien de cet événement institutionnel qui se veut la grande vitrine annuelle des activités d’enseignement et de recherche ayant cours aux cycles supérieurs.

Nouveau logo, changement d’appellation et formule renouvelée articulée autour de thématiques d’actualités (en l’occurrence, l’insertion professionnelle et la propriété intellectuelle) voilà ce que nous propose l’édition 2003 du Forum des cycles supérieurs, de la recherche et de la création, qui se déroulera en nos murs du 24 au 30 mars.

Une approche thématique

Le coup d’envoi sera marqué, les 24 et 25 mars, par diverses activités grand public. On retiendra, le lundi, une conférence de Mme Micheline Gauthier, directrice de la recherche à l’AUCC, sur le thème de l’insertion en emploi des diplômés des cycles supérieurs. Son allocation sera suivie d’une présentation des données de la relance à l’Université. Le mardi, autre grande conférence, prononcée cette fois par la présidente du Conseil de la science et de la technologie, Mme Hélène P. Tremblay, qui traitera des nouvelles conditions de la recherche. Daniel Coderre et Dominique Robitaille, du vice-rectorat associé à la recherche et à la création, seront ensuite invités à présenter la politique

institutionnelle relative à la propriété intellectuelle.

La programmation comportera aussi divers ateliers et séances d’information visant à répondre aux besoins particuliers des étudiants des cycles supérieurs : le CV gagnant et les milieux qui recrutent; le soutien financier et la mobilité internationale; les compétences à développer pour enseigner au collégial ou à l’université; les stratégies de survie au moment de rédiger un mémoire ou une thèse... Les étudiants déjà inscrits à des programmes de 2^e et 3^e cycles, et tous ceux qui y songent, sont invités à y participer.

De multiples initiatives

Organisé sous la double égide des vice-rectorats associés aux études ainsi qu’à la recherche et à la création, le Forum a stimulé une foule d’initiatives étudiantes ou d’unités de programme au sein des facultés. Portes-ouvertes, kiosques, expositions, tables rondes et débats-midi, autant de vitrines qui mettront en valeur les spécificités des programmes et les activités qui leur sont rattachées.

Parmi les projets d’envergure en arts et lettres, mentionnons, le 26 mars, la tenue de trois tables rondes, soit *Plein la vue* qui traitera des carrières en arts visuels et médiatique; *Carrefour Théâtre* où des spécialistes comme Jean-Pierre Ronfard et Larry Tremblay discuteront d’écriture théâ-

trale; et enfin *Où mène la littérature* qui réunira des diplômés d’études littéraires de l’UQAM.

En sciences humaines? Des échanges entre aspirants géographes et partenaires du milieu tels Hydro Québec et SNC (25 mars), la présentation de projets de mémoire en histoire (26 mars) et en linguistique (28 mars), ainsi qu’une journée carrière en science politique (26 mars), pour ne nommer que ces projets. À l’École des sciences de la gestion, les 26 et 27 mars, on pourra entendre divers témoignages sur la recherche, les stages et la participation aux associations, comme autant de moyens d’insertion professionnelle. En éducation, des kiosques thématiques prendront place tout au long du Forum.

Enfin, la Faculté des sciences sera aussi de la partie avec une journée carrière en géologie, un colloque sur la recherche en biochimie et une conférence sur le projet Génome Québec (26 mars); s’y ajoutent une exposition d’affiches en sciences de la Terre et de l’atmosphère (27 mars) et la tenue de kiosques en sciences de l’environnement (du 24 au 28 mars).

Pour plus de détails sur les multiples activités du Forum, on consulte le programme officiel disponible dans les présentoirs ou sur Internet ●

SUR INTERNET
www.uqam.ca/forum



Illustrations : *Grafika*, le magazine des communications graphiques du Québec, édition spéciale Prix Grafika, numéro de mars 2003.



Bulletin de participation pour le tirage hebdomadaire d’une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2002-2003 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l’UQAM. Les gagnants devront présenter une *Carte UQAM* d’employé ou d’étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d’une fois au cours de la saison 2002-2003 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

☐ Étudiant – Programme : _____

☐ Employé(e) – Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu’au 26 mai 2003. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal *L’UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.